

dialogue entre partenaires sociaux, il doit être poursuivi pour les mêmes raisons. Nous devons maintenir une coordination internationale efficace pour mener à bien cette politique de rigueur, mais aussi pour nous protéger contre la menace d'un chômage croissant et d'une récession à l'échelle mondiale.

Nous nous sommes engagés à encourager l'investissement et l'innovation afin d'accroître la productivité, à favoriser la redistribution des ressources des secteurs en déclin vers les secteurs en expansion, et à promouvoir l'utilisation la plus efficace des ressources sur le plan tant national qu'international. Pour cela, il faudra opérer des transferts de dépenses du secteur public vers le secteur privé, et de la consommation à l'investissement, et éviter ou limiter soigneusement les actions protégeant des industries ou des secteurs particuliers des rigueurs de l'ajustement. A court terme, il sera peut-être difficile, économiquement et politiquement, de prendre des mesures de ce genre, mais cela est essentiel pour parvenir à une croissance soutenue non inflationniste et pour améliorer l'emploi, ce qui est notre objectif principal...

Épargner l'énergie

Nous devons rompre le lien qui existe entre la croissance économique et la consommation du pétrole. Nous avons la ferme intention d'atteindre cet objectif au cours des dix prochaines années.

Cette stratégie exige des économies accrues de pétrole et une augmentation substantielle de la production et de l'utilisation des sources d'énergie alternatives.

A cette fin, il conviendrait de recourir le plus possible aux mécanismes des prix. Les prix pétroliers intérieurs devraient tenir compte des prix mondiaux représentatifs. Les mécanismes du marché devront être complétés, en tant que de besoin, par des mesures administratives et des incitations de nature budgétaire. L'investissement dans le secteur de l'énergie contribuera de manière substantielle à la croissance économique et à l'emploi.

Nous nous félicitons des récentes décisions de la Communauté européenne économique (CEE), de l'Association internationale de l'énergie (AIE), et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) concernant la nécessité de changements structurels à long terme pour réduire la consommation de pétrole, la mise en place de procédures permanentes pour en surveiller l'évolution,



Sur cette photo prise à Venise à la veille du Sommet l'on reconnaît de gauche à droite: le premier ministre du Canada, M. Pierre Trudeau, le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, le président de la France, M. Valéry Giscard d'Estaing, le premier ministre d'Italie, M. Francesco Cossiga, le président des États-Unis, M. Jimmy Carter, le premier ministre de Grande-Bretagne, Mme Margaret Thatcher, et le président de la CEE, M. Roy Jenkins. Le ministre des Affaires étrangères du Japon, M. Saburo Okita, ne paraît pas sur la photo.

l'utilisation éventuelle des plafonds d'importation de pétrole pour faire face à des situations de tension sur le marché et la coordination des politiques de stockage pour atténuer l'effet d'une désorganisation du marché...

Pour économiser le pétrole dans nos pays:

- nous sommes convenus qu'aucune nouvelle centrale au fuel ne devra être construite sauf circonstances exceptionnelles et que la conversion des centrales au fuel en installations fonctionnant avec d'autres combustibles devra être accélérée;
- nous redoublerons d'efforts, en recourant si nécessaire à des incitations de nature budgétaire, pour accélérer le remplacement du pétrole dans l'industrie;
- nous encouragerons les investissements économisant le pétrole dans les bâtiments à usage résidentiel ou commercial, si besoin est en utilisant des incitations financières et en fixant des normes d'isolation. Nous attendons du secteur public qu'il donne l'exemple;
- dans le domaine des transports, notre objectif est d'introduire des véhicules de plus en plus économes en carburant. La demande des utilisateurs et la concurrence entre fabricants vont déjà dans ce sens. Nous accélérerons ce processus, le cas échéant, par des accords ou des normes permettant de réduire la consommation

de carburant des automobiles, par des décisions portant sur les prix de l'essence et la fiscalité applicable, par la recherche et le développement, enfin en rendant les transports en commun plus attrayants.

Sources d'énergie alternatives

Nous devons faire appel aux ressources énergétiques autres que le pétrole pour répondre aux besoins en énergie rendus nécessaires pour la croissance économique future. Ceci nécessitera des actions immédiates, résolues et de grande portée. Nos possibilités d'accroître l'offre et l'utilisation de sources d'énergie autres que le pétrole au cours des dix prochaines années sont évaluées à l'équivalent de 15 à 20 millions de barils de pétrole par jour. Nous avons la ferme intention de renforcer et de coordonner nos efforts pour que cela devienne une réalité. C'est pourquoi nous chercherons à accroître sensiblement l'utilisation du charbon, à développer le recours à l'énergie nucléaire et à augmenter sensiblement, à plus long terme, la production de combustibles de synthèse ainsi que les autres ressources d'énergie renouvelables.

Nous encouragerons la prospection et la mise en valeur de nos propres ressources d'hydrocarbures pour assurer la pro-

(suite à la page 8)